

## 19 mars Journée mondiale d'action contre la guerre (d'occupation en Irak)

ndlr : Cette journée a été célébrée en 2005 mais semble bel et bien tombée en désuétude par la suite. Elle est néanmoins présente dans ce site à titre de témoignage.

Deux ans après ce que le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, qualifiait toujours d'invasion illégale de l'Irak, une journée mondiale d'action contre la guerre d'occupation qui sévit toujours en Irak a eu lieu le 19 mars 2005.

L'invasion sous le prétexte mensonger des armes de destruction massive a été suivie par d'autres mensonges et d'autres violations du droit international. En effet, sous couvert de vouloir libérer le peuple irakien puis de vouloir rétablir sa sécurité, plus de 100 000 civils ont été tués, des villes entières ont été saccagées, des milliers de personnes sont emprisonnées arbitrairement et souvent torturées. Sous prétexte de remettre l'Irak sur le chemin de la prospérité, le vice-roi étasunien Paul Bremer, avec les gouvernements 'provisoire' puis 'intérimaire' nommés par lui, ont illégalement voulu privatiser massivement l'économie irakienne pour la rendre conforme à leur credo néolibéral ; le taux de chômage est maintenant de plus de 60 %, la malnutrition aiguë chez les enfants a plus que doublé, l'eau potable et l'électricité ne sont pas plus disponibles qu'au lendemain de l'invasion. Au nom de la reconstruction, les envahisseurs étasuniens se sont octroyés des contrats mirobolants, souvent sans appel d'offres et les fonds irakiens ont été dilapidés sans contrôles.

Tout cela démontre amplement que l'intervention des États-Unis et de leurs alliés en Irak s'inscrit dans une logique de domination, non de libération. Dans ces conditions, le Canada ne devrait d'aucune façon contribuer à la formation des forces militaires ou policières irakiennes.

Les États-Unis proclament que l'Irak représente le front principal de la "guerre contre le terrorisme". De notre côté, nous nous opposons à cette soi-disant "guerre contre le terrorisme", au militarisme et à l'état policier dans lesquels cette orientation nous entraîne.

En conformité avec le droit international, nous exigeons que le Canada condamne toutes les guerres d'occupation (ex. Irak, Palestine), qu'il rejette toute notion de "guerre préventive" et qu'il refuse de participer aux missions militaires qui en découlent. Concrètement, alors que le Canada s'apprête à augmenter le nombre des troupes canadiennes en Afghanistan et à déployer des unités de combat dans la région de Kandahar, nous exigeons au contraire leur retrait immédiat.

Nous demandons également que le Canada révoque toutes les lois et abolisse toutes les procédures judiciaires qui vont à l'encontre des règles fondamentales de droit et qui bafouent les droits humains. En particulier, nous demandons le retrait de la loi C-36 et l'abolition des certificats de sécurité.

Nous demandons finalement que les quelques 13 milliards de dollars supplémentaires, annoncés pour les dépenses militaires et " sécuritaires " dans le dernier budget canadien, soient plutôt consacrés au développement d'une société plus équitable, ici et ailleurs, seule véritable garantie de la sécurité de tous.

Un site à visiter : [www.echecalaguerre.org](http://www.echecalaguerre.org)